

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### LOIS-ORDONNANCES DECRETS

**21 décembre 2018 Loi n°2018-069** portant ratification de l'Ordonnance n°2018-023/P-RM du 03 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako, le 13 juillet 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au financement du projet régional d'amélioration des systèmes de surveillance des maladies en Afrique de l'ouest (REDISSE), phase III.....**p.1879**

**21 décembre 2018 Loi n°2018-070** portant ratification de l'Ordonnance n°2018-027/P-RM du 04 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako, le 16 juillet 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au financement du projet de développement de la productivité et la diversification agricole dans les zones arides et semi-arides du Mali (PDAZAM).....**p.1880**

**Loi n°2018-071** portant ratification de l'Ordonnance n°2018-025/P-RM du 04 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Rome (Italie), le 15 juin 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA), relatif au financement du projet de financement inclusif des filières agricoles (inclusif).....**p.1880**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

- 31 décembre 2018 Ordonnance n°2018-029/P-RM** autorisant la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako le 03 décembre 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) pour le financement partiel du projet de construction d'un échangeur, d'un viaduc et d'aménagement de 10 km de voies urbaines dans la ville de Sikasso.....**p.1880**
- 20 décembre 2018 Décret n°2018-0896/P-RM** portant convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire.....**p.1881**
- 21 décembre 2018 Décret n°2018-0897/PM-RM** portant nomination d'un membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce..**p.1881**
- Décret n°2018-0898/PM-RM** portant création, organisation et modalités de fonctionnement des organes de gestion du projet d'appui à la compétitivité de l'économie Malienne.....**p.1882**
- Décret n°2018-0899/PM-RM** portant répartition des crédits du budget d'Etat 2019.....**p.1884**
- Décret n°2018-0900/PM-RM** portant nomination d'un point focal national chargé de la conduite du processus de préparation et de finalisation du projet de la zone économique spéciale (ZES) « SiKoBo ».....**p.1885**
- 26 décembre 2018 Décret n°2018-0901/P-RM** portant approbation de la politique nationale en matière d'intégration Africaine et son plan d'actions 2018-2022.....**p.1885**
- Décret n°2018-0902/P-RM** portant nomination de chargés de mission au cabinet du ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration Africaine.....**p.1886**
- Décret n°2018-0903/PM-RM** portant nomination d'un Chef de département au secrétariat général de la Commission Nationale pour l'Intégration Africaine.....**p.1887**
- Décret n°2018-0904/PM-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0500/PM-RM du 12 juin 2018 portant nomination d'un Chef de département au secrétariat général de la Commission Nationale pour l'Intégration Africaine.....**p.1887**
- 27 décembre 2018 Décret n°2018-0905/P-RM** portant nomination du commissaire à la sécurité alimentaire.....**p.1888**
- Décret n°2018-0906/P-RM** portant nomination du Directeur général de l'Office de Radio et Télévision du Mali.....**p.1888**
- Décret n°2018-0907/P-RM** portant nomination du Directeur général de l'Agence Malienne de Presse et de Publicité...**p.1888**
- Décret n°2018-0908/P-RM** portant attribution de distinction honorifique.....**p.1889**
- Décret n°2018-0909/PM-RM** fixant le cadre institutionnel de pilotage du projet national d'amélioration et de résorption de l'habitat spontané « villes du Mali sans bidonvilles ».....**p.1889**
- Décret n°2018-0910/PM-RM** portant nomination d'un membre de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce.....**p.1892**
- 28 décembre 2018 Décret n°2018-0911/P-RM** portant désignation de personnel officier à la coalition islamique militaire de lutte contre le terrorisme.....**p.1892**
- Décret n°2018-0912/P-RM** portant nomination au grade de lieutenant...**p.1893**
- Décret n°2018-0913/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0883/P-RM du 06 décembre 2018 portant nomination de commandants de Régions militaires..**p.1893**
- Décret n°2018-0914/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....**p.1894**
- Décret n°2018-0915/P-RM** portant avancement de grade de fonctionnaires de la police nationale du corps des commissaires.....**p.1895**
- Décret n°2018-0916/P-RM** portant avancement de grade de fonctionnaires de la protection civile du corps des administrateurs.....**p.1897**
- Décret n°2018-0917/P-RM** portant avancement de grade de fonctionnaires de la police nationale du corps des officiers.....**p.1899**

**28 décembre 2018 Décret n°2018-0918/P-RM** portant nomination de personnel officier à la direction des transmissions et des télécommunications des armées.....p.1901

**Décret n°2018-0919/P-RM** portant nomination au grade de lieutenant...p.1902

**Décret n°2018-0920/P-RM** portant nomination au grade de sous-lieutenant..p.1902

**Décret n°2018-0921/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre étranger.....p.1903

**Décret n°2018-0922/P-RM** portant approbation de l'avenant n°1 au marché n°0959/DGMP-DSP 2016 relatifs aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°1 : tronçon Zantiébougou-Bessina (75 km).....p.1903

**Décret n°2018-0923/P-RM** portant approbation de l'avenant n°1 au marché n°0960/DGMP-DSP 2016 relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°2 : tronçon Bessina-Kadiana-frontière Cote d'Ivoire (64,217 km).....p.1904

**Décret n°2018-0924/P-RM** portant approbation de l'avenant n°1 au marché n°0609/DGMP-DSP 2011 relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Macina-Diafarabé-Teninkou, lot n°2 : section Macina-Diafarabé (43,7 km).....p.1905

**Décret n°2018-0925/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0337/P-RM du 04 avril 2018 portant nomination de Conseillers aux affaires administratives et juridiques des Gouverneurs de Région.....p.1905

**Décret n°2018-0926/P-RM** portant abrogation de Décrets portant nomination au ministère de Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction Citoyenne.....p.1906

**Décret n°2018-0927/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0832/P-RM du 30 octobre 2018 portant nomination au ministère du Développement Industriel et de la Promotion des Investissements.....p.1906

**28 décembre 2018 Décret n°2018-0928/P-RM** portant rectificatif au Décret n°2018-0679/P-RM du 03 septembre 2018 portant nomination de deuxièmes adjoints aux préfets de cercle.....p.1907

**Décret n°2018-0929/P-RM** fixant le cadre organique de la direction des ressources humaines du secteur de l'administration générale.....p.1907

**Annonces et communications.....p.1915**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### LOIS

**LOI N°2018-069 DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N°2018-023/P-RM DU 03 SEPTEMBRE 2018 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT, SIGNE A BAMAKO, LE 13 JUILLET 2018, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA), RELATIF AU FINANCEMENT DU PROJET REGIONAL D'AMELIORATION DES SYSTEMES DE SURVEILLANCE DES MALADIES EN AFRIQUE DE L'OUEST (REDISSE), PHASE III**

**L'assemblée nationale a délibéré et adopté en séance du 06 décembre 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article Unique** : Est ratifiée l'Ordonnance n°2018-023/P-RM du 03 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako, le 13 juillet 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement (IDA), relatif au financement du Projet régional d'Amélioration des Systèmes de Surveillance des Maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE), phase III.

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**LOI N°2018-070 DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N°2018-027/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2018 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT, SIGNE A BAMAKO, LE 16 JUILLET 2018, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA), RELATIF AU FINANCEMENT DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITE ET LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES ET SEMI-ARIDES DU MALI (PDAZAM)**

**L'assemblée nationale a délibéré et adopte en séance du 07 décembre 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article Unique** : Est ratifiée l'Ordonnance n°2018-027/P-RM du 04 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako, le 16 juillet 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement (IDA), relatif au financement du Projet de Développement de la Productivité et la Diversification agricole dans les Zones arides et semi-arides du Mali (PDAZAM).

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**LOI N°2018-071 DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT RATIFICATION DE L'ORDONNANCE N°2018-025/P-RM DU 04 SEPTEMBRE 2018 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE FINANCEMENT, SIGNE A ROME (ITALIE), LE 15 JUIN 2018, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA), RELATIF AU FINANCEMENT DU PROJET DE FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES (INCLUSIF)**

**L'assemblée nationale a délibéré et adopte en séance du 07 décembre 2018**

**Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :**

**Article Unique** : Est ratifiée l'Ordonnance n°2018-025/P-RM du 04 septembre 2018 autorisant la ratification de l'Accord de financement, signé à Rome (Italie), le 15 juin 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds international de Développement agricole (FIDA), relatif au financement du Projet de financement inclusif des Filières agricoles (INCLUSIF).

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**ORDONNANCES**

**ORDONNANCE N°2018-029/P-RM DU 31 DECEMBRE 2018 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET, SIGNE A BAMAKO LE 03 DECEMBRE 2018, ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LA BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD) POUR LE FINANCEMENT PARTIEL DU PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ECHANGEUR, D'UN VIADUC ET D'AMENAGEMENT DE 10 KM DE VOIES URBAINES DANS LA VILLE DE SIKASSO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2018-073 du 27 décembre 2018 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par Ordonnance ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2018-0749/P-RM du 24 septembre 2018 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême attendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1er** : Est autorisé la ratification de l'Accord de prêt, d'un montant global de Vingt-cinq milliards (25 000 000 000) francs CFA, signé à Bamako, le 03 décembre 2018, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), pour le financement partiel du Projet de construction d'un échangeur, d'un viaduc et d'aménagement de 10 km de voies urbaines dans la ville de Sikasso.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 31 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre de la Justice, Garde des**  
**Sceaux, ministre des Affaires Etrangères**  
**et de la Coopération Internationale, par**  
**intérim,**  
**Tièna COULIBALY**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Infrastructures**  
**et de l'Equipement,**  
**Madame TRAORE Seynabou DIOP**

**DECRETS**

**DECRET N°2018-0896/P-RM DU 20 DECEMBRE**  
**2018 PORTANT CONVOCATION DE**  
**L'ASSEMBLEE NATIONALE EN SESSION**  
**EXTRAORDINAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

**A la demande du Premier ministre,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : L'Assemblée nationale est convoquée en session extraordinaire le lundi 24 décembre 2018.

**Article 2** : L'ordre du jour de la session extraordinaire porte sur l'examen des projets de loi ci-après :

1- projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

2- projet de loi portant modification de l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018 portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale.

**Article 3** : Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2018-0894/P-RM du 14 décembre 2018 portant convocation de l'Assemblée nationale en session extraordinaire, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 20 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**DECRET N°2018-0897/PM-RM DU 21 DECEMBRE**  
**2018 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DE**  
**LA CELLULE D'APPUI A LA DECENTRALISATION**  
**ET A LA DECONCENTRATION DU MINISTERE DE**  
**L'INDUSTRIE, DES INVESTISSEMENTS ET DU**  
**COMMERCE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°09-328/PM-RM du 06 mai 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°09-2754/MIIC-SG du 1er octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce ;

**DECRETE :**

**Article 1er** : Monsieur **Bouna SEMEGA**, N°Mle 0130-158.G, Administrateur de l'Action sociale, est nommé **membre** de la Cellule d'Appui à la Décentralisation et à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre du Développement industriel**  
**et de la Promotion des Investissements,**  
**Moulave Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre du Commerce**  
**et de la Concurrence,**  
**Alhassane AG HAMED MOUSSA**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2018-0898/PM-RM DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT CREATION, ORGANISATION ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE GESTION DU PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DE L'ECONOMIE MALIENNE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Protocole d'Accord de Don signé le 14 septembre 2018 entre la République du Mali et le Fonds africain de Développement pour le financement du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie malienne (PACEM) ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°2018-0747/P-RM du 24 septembre 2018 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**DECRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er :** Il est créé, auprès du ministre chargé de l'Economie et des Finances, un Projet dénommé « Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie malienne (PACEM) » ancré à la Direction générale de la Dette publique dont l'exécution est assurée par la Cellule d'Exécution du Projet (CEP).

**Article 2 :** Le Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie malienne a pour mission de contribuer à l'amélioration de la compétitivité de l'économie malienne à travers l'amélioration du cadre des investissements et de l'appui au secteur privé.

**Article 3 :** Il est financé par un don du Fonds africain de Développement (FAD) et une contribution du Gouvernement de la République du Mali.

**CHAPITRE II : DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION**

**Article 4 :** Les organes d'administration et de gestion du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie malienne sont :

- le Comité de Pilotage du Projet ;
- le Comité technique du Projet ;
- la Cellule d'Exécution du Projet.

**Section 1 : Du Comité de Pilotage du Projet (COP)**

**Article 5 :** Le Comité de Pilotage (COP) a pour mission d'assurer la supervision du Projet. A ce titre, il est chargé :

- de donner des orientations et conseils stratégiques et budgétaires nécessaires à l'exécution correcte et harmonieuse du Projet ;
- d'examiner et approuver les Plans de Travail et les Budgets annuels (PTBA) proposés par la Cellule d'Exécution du Projet ;
- d'examiner et approuver les rapports semestriels et/ou annuels de l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du Projet et du bilan de la période écoulée ;
- d'évaluer l'état d'avancement du Projet ;
- etc.

**Article 6 :** Le Comité de Pilotage est présidé par le Secrétaire général du ministère chargé de l'Economie et des Finances et composé des responsables des structures ci-après :

- le Chef de la Cellule technique des Réformes du Climat des Affaires (CTRCA) ;
- le Directeur général de l'Agence pour la Promotion des Investissements au Mali (API-MALI) ;
- le Coordinateur de l'Unité Partenariat Public Privé (Unité PPP) ;
- le Secrétaire permanent des Réformes foncières ;
- le Directeur de l'Agence pour la Promotion des Exportations au Mali (APEX-MALI) ;
- le Directeur de l'Agence malienne de Normalisation et de la Promotion de la Qualité (AMANORM) ;
- le Directeur national des Productions et des Industries animales (DNPIA) ;
- le Directeur général du Bureau de Restructuration et de Mise à Niveau des Entreprises (BRMN) ;
- le Directeur national de la Planification du Développement (DNPD) ;
- le Directeur général des Marchés publics et des Délégations de Service public (DGMP-DSP) ;
- le Directeur général de la Dette publique (DGDP).

**Article 7 :** La liste des membres du Comité de Pilotage sera fixée par arrêté du ministre chargé de l'Economie et des Finances.

**Article 8 :** Le secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par la Cellule d'Exécution du Projet.

**Article 9 :** Le Comité de Pilotage se réunit deux fois par an en sessions ordinaires et en sessions extraordinaires si nécessaire.

### **Section 2 : Du Comité technique (CT)**

**Article 10 :** Le Comité technique, présidé par le Directeur général de la Dette publique, est l'organe de suivi des activités du Projet.

A ce titre, il se réunit chaque trimestre pour faire le point sur l'état de mise en œuvre des activités du Projet et des recommandations ou suggestions en vue de lever des difficultés ou goulots d'étranglements éventuels.

Il a pour missions :

- d'analyser et mettre en cohérence les activités du Projet et les budgets soumis par la Cellule d'Exécution du Projet ;
- d'examiner les rapports trimestriels/semestriels/annuels et/ou budgets à soumettre au Comité de Pilotage ;
- d'analyser les rapports d'étape et les rapports financiers ;
- d'analyser les questions récurrentes de coordination ou de gestion du projet.

**Article 11 :** Le Comité technique (CT) est composé des points focaux désignés par chaque structure membre du Comité de Pilotage du Projet.

**Article 12 :** Le secrétariat du Comité technique est assuré par la Cellule d'Exécution du Projet.

Le Comité technique peut faire appel à toute personne en raison de ses compétences.

### **Section 3 : De la Cellule d'Exécution du Projet (CEP)**

**Article 13 :** La gestion du Projet d'Appui à la Compétitivité de l'Economie malienne (PACEM) est assurée par la Cellule d'Exécution du Projet sous l'autorité de la Direction générale de la Dette publique.

La CEP est dirigée par un Coordinateur recruté par appel à candidature.

**Article 14 :** La Cellule d'Exécution du Projet est composée comme suit :

- un Coordinateur ;
- un Responsable administratif et financier ;
- un Spécialiste en Acquisitions ;
- un Spécialiste en Suivi-Evaluation ;
- un Spécialiste chargé de soutien à la facilitation des investissements privés ;
- un Spécialiste chargé d'Appui des PME-PMI à l'accès aux opportunités d'exportation ;
- un Comptable ;
- un Assistant administratif ;
- un personnel d'appui (deux (02) chauffeurs et un (1) Planton-coursier).

Le Coordinateur dirige, anime, coordonne et contrôle l'ensemble des activités du Projet sous la responsabilité du Directeur général de la Dette publique.

A ce titre, il est chargé :

- d'exécuter les décisions du Comité de Pilotage (COP) ;
- de représenter le PACEM auprès des autorités et institutions nationales et internationales ;
- d'assurer la gestion administrative et financière du Projet ;
- de programmer, superviser et suivre les activités du Projet ;
- d'assurer la gestion du personnel du Projet ;
- de préparer les Programmes de Travail et Budgets annuels (PTBA).

#### **Le Responsable administratif et financier est chargé :**

- d'assurer la gestion administrative et financière du Projet ;
- de veiller à l'imputation, la saisie, l'édition et/ou le classement des états et pièces comptables ;
- d'établir les états financiers suivant les procédures du bailleur de fonds BAD ;
- de rendre compte au Coordinateur.

#### **Le Comptable est chargé :**

- d'assurer la mise en place du dispositif de gestion comptable du Projet ;
- d'assurer le suivi des opérations financières et comptables du Projet ;
- de rendre compte au Responsable administratif et financier du Projet.

#### **Le Spécialiste en Suivi Evaluation est chargé :**

- de mettre en place le système de suivi-évaluation du Projet ;
- de suivre, renseigner et contrôler les indicateurs clés ;
- d'assurer l'évaluation périodique des activités du Projet ;
- d'assurer l'établissement et la synthèse périodique de l'état d'avancement des activités du Projet pour l'alimentation de la base des données du Projet ;
- de rendre compte au Coordinateur.

#### **Le Spécialiste en Acquisitions est chargé :**

- de respecter les procédures relatives aux approvisionnements et aux marchés ;
- de contrôler, à tous les niveaux, pour s'assurer que les procédures sont en accord avec les procédures nationales et celles du partenaire financier ;
- d'élaborer les dossiers d'appels d'offres, publications, etc. ;
- d'organiser les réunions des commissions de réception et de dépouillement ;
- de produire les rapports d'évaluation, de négociation et financier en relation avec les procédures d'acquisition ;
- d'assurer le classement des dossiers d'acquisition ;
- de rendre compte au Coordinateur.

**Le Spécialiste en soutien à la facilitation des investissements privés est chargé :**

- de coordonner les activités liées à la facilitation des investissements privés du Projet ;
- d'assurer l'appui conseil aux structures chargées de la mise en œuvre de ce volet ;
- de rendre compte au Coordinateur du Projet.

**Le Spécialiste en appui des PME-PMI et d'accès aux opportunités d'exportation est chargé :**

- de coordonner les activités liées à l'appui des PME-PMI et d'accès aux opportunités d'exportation ;
- « d'assurer l'appui conseil aux structures chargées d'accompagner les PME-PMI en ce qui concerne l'accès aux opportunités d'exportations
- de rendre compte au Coordinateur.

**L'Assistant administratif est chargé :**

- d'assister le Coordinateur et les autres responsables de la Cellule d'Exécution du Projet ;
- d'assurer toutes les tâches liées au secrétariat, notamment l'organisation et le classement des documents du Projet dans les archives.

Le personnel d'appui est chargé d'apporter l'appui et l'assistance nécessaires à la mise en œuvre des activités du Projet.

Le personnel de la Cellule d'Exécution du Projet est composé, d'une part, de cadres de l'administration publique désignés par le ministre chargé de l'Economie et des Finances (Responsable administratif et financier, Spécialiste en Suivi-Evaluation, Comptable et Assistant administratif) et, d'autre part, du personnel recruté à l'externe par appel à candidature (Coordinateur, Spécialiste en Acquisitions, Spécialiste chargé de soutien à la facilitation des investissements privés, Spécialiste chargé d'appui des PME-PMI à l'accès aux opportunités d'exportation et personnel d'appui).

**CHAPITRE III : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 15 :** Le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Développement industriel et de la Promotion des Investissements, le ministre de l'Elevage et de la Pêche et le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,  
Docteur KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le ministre du Développement industriel  
et de la Promotion des Investissements,  
Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre de l'Habitat  
et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

-----  
**DECRET N°2018-0899/PM-RM DU 21 DECEMBRE  
2018 PORTANT REPARTITION DES CREDITS DU  
BUDGET D'ETAT 2019**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, modifiée, relative aux Lois de Finances ;

Vu la Loi n°2018-072 du 21 décembre 2018 portant Loi de Finances pour l'exercice 2019 ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les crédits budgétaires autorisés par la Loi n°2018-072 susvisée sont répartis comme indiqué à l'annexe au présent décret.

**Article 2 :** Dans le cadre de la régulation budgétaire prévue à l'article 29 de la Loi n°2018-072 du 21 décembre 2018 portant Loi de Finances pour l'exercice 2019, les crédits sont ouverts par arrêté du ministre chargé des Finances.

**Article 3 :** Le ministre de l'Economie et des Finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**



**DECRET N°2018-0900/PM-RM DU 21 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN POINT FOCAL NATIONAL CHARGE DE LA CONDUITE DU PROCESSUS DE PREPARATION ET DE FINALISATION DU PROJET DE LA ZONE ECONOMIQUE SPECIALE (ZES) « SiKoBo »**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2013-259/P-RM du 15 mars 2013 fixant les taux des indemnités et primes accordées à certains personnels de la Primature ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0797/PM-RM du 19 octobre 2018 fixant l'organisation du Cabinet du Premier ministre ;

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Tiécoura COULIBALY**, Ingénieur du Génie civil, est nommé **Point focal national** chargé de la Conduite du Processus de Préparation et de Finalisation du Projet de la Zone économique spéciale (ZES) « SiKoBo ».

Il a rang de Conseiller spécial du Premier ministre.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 21 décembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**DECRET N°2018-0901/P-RM DU 26 DECEMBRE 2018 PORTANT APPROBATION DE LA POLITIQUE NATIONALE EN MATIERE D'INTEGRATION AFRICAINE ET SON PLAN D' ACTIONS 2018-2022**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2016-0056/P-RM du 15 février 2016 fixant les modalités d'élaboration et de mise en œuvre des documents de politique nationale ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2018-0713/P-RM du 09 septembre 2018 portant désignation du Porte-parole du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** La Politique nationale en matière d'Intégration africaine du Mali (PNIAM) et son plan d'actions 2018-2022 sont approuvés.

**Article 2 :** Le ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine, le ministre de la Défense et des anciens Combattants, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le ministre de la Solidarité et de l'Action humanitaire, le ministre de l'Economie numérique et de la Communication, le ministre de l'Education nationale, le ministre de l'Innovation et de la Recherche scientifique, le ministre de la Culture, le ministre du Travail et de la Fonction publique, chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la Construction citoyenne, Porte-parole du Gouvernement, le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, le ministre du Développement industriel et de la Promotion des Investissements, le ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille et le ministre des Sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine,**  
**Yaya SANGARE**

**Le ministre de la Défense et des Anciens combattants,**  
**Professeur Tiémoko SANGARE**

**Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de la Sécurité et de la Protection civile,**  
**Général de Division Salif TRAORE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires étrangères  
et de la Coopération internationale,  
Madame Kamissa CAMARA**

**Le ministre de la Solidarité et de  
l'Action humanitaire,  
Hamadou KONATE**

**Le ministre de l'Economie numérique  
et de la Communication,  
Arouna Modibo TOURE**

**Le ministre de l'Education nationale,  
Professeur Abinou TÈMÈ**

**Le ministre de l'Innovation  
et de la Recherche scientifique,  
Professeur Assétou Founè SAMAKE MIGAN**

**Le ministre de la Culture,  
Madame N'DIAYE Ramatoulaye DIALLO**

**Le ministre du Travail et de la Fonction publique,  
chargé des Relations avec les Institutions,  
Madame DIARRA Rakv TALLA**

**Le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi  
et de la Construction citoyenne,  
Porte-parole du Gouvernement,  
Amadou KOITA**

**Le ministre de la Santé  
et de l'Hygiène publique,  
Professeur Samba Ousmane SOW**

**Le ministre du Développement industriel  
et de la Promotion des Investissements,  
Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Docteur DIAKITE Aissata Kassa TRAORE**

**Le ministre des Sports,  
Maître Jean Clause SIDIBE**

-----

**DECRET N°2018-0902/P-RM DU 26 DECEMBRE  
2018 PORTANT NOMINATION DE CHARGES DE  
MISSION AU CABINET DU MINISTRE DES  
MALIENS DE L'EXTERIEUR ET DE  
L'INTEGRATION AFRICAINE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n° 142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés **Chargés de mission** au Cabinet du ministre des Maliens de l'Extérieur et de l'Intégration africaine :

- Monsieur **Alfousseni SIDIBE**, Spécialiste en Communication et Médias sociaux ;

- Madame **Sadio Fily MAKALOU**, Gestionnaire des Ressources Humaines.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur  
et de l'Intégration africaine,  
Yaya SANGARE**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2018-0903/PM-RM DU 26 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHEF DE DEPARTEMENT AU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L'INTEGRATION AFRICAINE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°00-195/P-RM du 19 avril 2000 portant création d'une Commission nationale pour l'Intégration africaine ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Moctar FOFANA**, N°Mle 983-51-T, Inspecteur des Finances, est nommé **Chef du Département des Questions fiscales, commerciales et douanières** au Secrétariat général de la Commission nationale pour l'Intégration africaine.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 décembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur**  
**et de l'Intégration africaine,**  
**Yaya SANGARE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2018-0904/PM-RM DU 26 DECEMBRE 2018 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2018-0500/PM-RM DU 12 JUIN 2018 PORTANT NOMINATION D'UN CHEF DE DEPARTEMENT AU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION NATIONALE POUR L'INTEGRATION AFRICAINE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0500/PM-RM du 12 juin 2018 portant nomination d'un Chef de Département au Secrétariat général de la Commission nationale pour l'Intégration africaine ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 1er du Décret n°2018-0500/PM-RM du 12 juin 2018, susvisé, est rectifié ainsi qu'il suit :

**Lire :**

- Monsieur **Idrissa TRAORE**, **N°Mle 0112-222.A**, Planificateur

**Au lieu de :**

- Monsieur **Idrissa TRAORE**, **N°Mle 0112-22.A**, Planificateur

Le reste sans changement.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 26 décembre 2018**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubève MAIGA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur**  
**et de l'Intégration africaine,**  
**Yaya SANGARE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2018-0905/P-RM DU 27 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION DU COMMISSAIRE A LA SECURITE ALIMENTAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2016-0863/P-RM du 08 novembre 2016 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

Vu le Décret n°2017-0260/P-RM du 13 mars 2017 fixant le cadre institutionnel de gestion de la sécurité alimentaire ;

Vu le Décret n°2017-0284/P-RM du 27 mars 2017 relatif au secrétariat technique et financier du dispositif national de sécurité alimentaire ;

Vu le Décret n°2017-0309/P-RM du 05 avril 2017 relatif au Commissariat à la Sécurité alimentaire,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Kassoum DENON**, N°Mle 367-27 F, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Commissaire à la Sécurité alimentaire** avec rang de ministre.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge le Décret n°2016-0034/P-RM du 02 février 2016, rectifié, portant nomination de Monsieur **Oumar Ibrahim TOURE**, Administrateur civil en qualité de **Commissaire à la Sécurité alimentaire**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0906/P-RM DU 27 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE DE RADIO ET TELEVISION DU MALI**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractère administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2015-036/P-RM du 02 octobre 2015 portant création de l'Office de Radio et Télévision du Mali ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0624/P-RM du 06 octobre 2015 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Office de Radio et Télévision du Mali ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Salif SANOGO**, Journaliste-Réalisateur, est nommé **Directeur général de l'Office de Radio et Télévision du Mali**.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge le Décret n°2016-0209/P-RM du 1er avril 2016 portant nomination de Monsieur **Sidiki N'Fa KONATE**, N°Mle 910-13-A, Journaliste et Réalisateur en qualité de Directeur général de l'Office de Radio et Télévision du Mali, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie numérique et de la Communication,**  
**Arouna Modibo TOURE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0907/P-RM DU 27 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE MALIENNE DE PRESSE ET DE PUBLICITE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°90-110/AN-RM du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des établissements publics à caractères administratif ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°92-036 du 24 décembre 1992 portant création de l'Agence malienne de Presse et de Publicité ;

Vu le Décret n°93-062/P-RM du 17 mars 1993 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence malienne de Presse et de Publicité ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,****DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Bréhima TOURE**, N°Mle 0116-065-S, Journaliste et Réalisateur, est nommé **Directeur général de l'Agence malienne de Presse et de Publicité**.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge le Décret n°2016-0322/P-RM du 10 mai 2016 portant nomination de Monsieur **Abdoulaye TRAORE**, N°Mle 441-60-T, Journaliste et Réalisateur en qualité de Directeur général de l'Agence malienne de Presse et de Publicité, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie numérique**  
**et de la Communication,**  
**Arouna Modibo TOURE**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou Cisse**

**DECRET N°2018-0908/P-RM DU 27 DECEMBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE****LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi N°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres Nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi N°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres Nationaux ;

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Souheil BEN BARKA**, cinéaste est nommé au grade de **Commandeur de l'Ordre National du Mali**.

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres Nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2018-0909/PM-RM DU 27 DECEMBRE 2018 FIXANT LE CADRE INSTITUTIONNEL DE PILOTAGE DU PROJET NATIONAL D'AMELIORATION ET DE RESORPTION DE L'HABITAT SPONTANE « VILLES DU MALI SANS BIDONVILLES »****LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Convention relative au descriptif du cadre de coopération pour l'Evaluation de la Stratégie nationale de résorption des Bidonvilles du Mali signé le 04 Juin 2009 entre l'ONU-Habitat et Le Gouvernement du Mali

Vu la Loi n°02-0216 du 3 juin 2002 fixant les règles générales de l'Urbanisme ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'ordonnance n°00-027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant Code domanial et foncier, ratifiée par la Loi n°02-008 P-RM du 12 février 2002 ;

Vu le Décret N°05-115/ P-RM du 09 Mars 2005 fixant les modalités de réalisation des différents types d'opérations d'urbanisme ;

Vu le Décret n°2014-/PM-RM portant approbation du document de Politique nationale de la Ville ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2018-747/P-RM du 24 septembre 2018 fixant les attributions spécifiques des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2018-0749/P-RM du 24 septembre 2018 fixant les intérim des membres du Gouvernement,

## **DECRETE :**

### **CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1er :** Il est créé, auprès du ministre chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme, un cadre institutionnel de pilotage du Projet national d'amélioration et de résorption de l'habitat spontané « Villes du Mali sans Bidonvilles » (VMSBV).

**Article 2 :** Le cadre institutionnel de pilotage du Projet national d'amélioration et de résorption de l'Habitat spontané au Mali « Villes du Mali sans Bidonvilles » comprend :

- un Comité de pilotage ;
- un Comité technique suivi ;
- une Cellule de coordination du projet.

### **CHAPITRE II : DU COMITE DE PILOTAGE**

**Article 3 :** Le Comité de pilotage est l'organe d'orientation du projet.

A ce titre, il est chargé :

- de fixer les orientations requises pour la mise en œuvre du projet ;
- de faciliter la coordination des opérations du projet ;
- d'assurer la cohérence entre le projet et d'autres programmes soutenus par le Gouvernement et les Partenaires techniques et financiers ;
- d'approuver les plans de travail annuels élaborés par la Cellule de coordination du projet ;
- d'approuver les rapports périodiques de mise en œuvre du projet ;
- de susciter une contribution progressive du budget national à la mobilisation des dotations d'investissement.

**Article 4 :** Le Comité de pilotage du Projet du projet est composé comme suit :

**Président :** le ministre chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme ;

**Vice-président :** le ministre chargé des Collectivités territoriales ;

#### **Membres :**

- le représentant du ministre chargé de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- le représentant du ministre chargé de l'Economie et des Finances ;
- le représentant du ministre chargé de l'Administration territoriale ;
- le représentant du ministre chargé du Développement local ;
- le représentant du ministre chargé de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable ;
- le représentant du ministre chargé des Infrastructures et de l'Équipement ;
- le représentant du ministre chargé de la Communication ;
- le représentant du Président du Comité technique de suivi du Projet Villes du Mali sans Bidonvilles ;
- le Coordinateur du projet, Chef de la Cellule de Coordination.

**Article 5 :** Le Comité de pilotage peut faire appel à toute personne en raison de sa compétence.

**Article 6 :** Le Comité de pilotage se réunit une fois par semestre et en cas de besoin sur convocation du ministre chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme.

L'avis de réunion et les documents l'accompagnant devront parvenir aux membres dudit Comité au moins sept (07) jours avant la date retenue.

Les travaux du Comité de pilotage sont sanctionnés par un rapport circonstancié soumis annuellement, en communication écrite, à l'information du Gouvernement.

**Article 7 :** Le secrétariat du Comité de pilotage est assuré par le Coordinateur du projet.

### **CHAPITRE III : DU COMITE TECHNIQUE DE SUIVI**

**Article 8 :** Le Comité technique de suivi du Projet national d'amélioration et de résorption de l'habitat spontané « Villes du Mali sans Bidonvilles » assure le suivi de l'exécution des résolutions et recommandations du projet.

A ce titre, il est chargé :

- de veiller aux synergies requises entre les différentes politiques, les programmes d'investissement, de communication et de renforcement de capacités ;

- d'examiner tous les documents et rapports du projet avant leur soumission à la Cellule de Coordination ;  
 - de suivre les plans de travail et les plans de passation de marchés afin de s'assurer de leur compatibilité avec les délais assignés et de leur mise en œuvre en temps opportun.

**Article 9** : Le Comité technique de suivi du projet est composé comme suit :

**Président** : le Secrétaire général du ministère chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme ;

**Vice-président** : le Secrétaire général du ministère chargé du Développement local ;

**Membres** :

- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé de l'Aménagement du Territoire et de la Population ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé de l'Economie et des Finances ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé de l'Administration territoriale ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé du Développement local ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé des Collectivités territoriales ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé des Infrastructures et de l'Équipement ;
- le Conseiller technique Point focal du ministère chargé de la Communication ;
- le Directeur national de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- le Directeur des Finances et du Matériel du ministère chargé de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
- le Directeur national de l'Institut national de la Statistique ;
- le Directeur national de la Planification du Développement ;
- le Chef de la Cellule de la Planification et de Statistique du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat ;
- le Coordinateur du projet ;
- le représentant de l'Association des Municipalités du Mali ;
- le représentant de l'Ordre des Urbanistes du Mali.

**Article 10** : La liste nominative des membres du Comité technique de suivi du projet est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'Habitat et de l'Urbanisme sur proposition de leurs départements et structure respectives.

**Article 11** : Le Comité technique peut s'adjoindre toute autre personne dont la contribution lui paraît utile pour l'accomplissement de sa mission.

**Article 12** : Le Comité technique se réunit une fois par semestre et chaque fois que de besoin sur convocation du ministre en charge de l'Habitat et de l'Urbanisme.

**Article 13** : Le secrétariat du Comité technique est assuré par le Coordinateur du Projet.

## **CHAPITRE IV : DE LA CELLULE DE COORDINATION DU PROJET**

### **Section 1 : Des attributions**

**Article 14** : La Cellule de coordination du projet est responsable de la coordination et de la mise en œuvre au quotidien du projet y compris le suivi global de la gestion financière, la passation des marchés, le suivi environnemental et social et le suivi-évaluation du projet.

A ce titre, elle est chargée :

- de consolider les plans de travail annuels du projet et de veiller à ce que les activités retenues soient menées en temps opportun ;
- de veiller au suivi de toutes les recommandations et décisions du Comité de pilotage et du Comité technique de suivi du projet ;
- d'initier et d'entreprendre des activités d'information et de communication pertinentes au Projet ;
- d'effectuer le suivi-évaluation du projet et veiller à la mise en œuvre des mesures qui en découlent pour dynamiser la mise en œuvre du projet ;
- de veiller à ce que le projet collabore avec d'autres initiatives et programmes initiés par le Gouvernement ou par les Collectivités territoriales impliquées ;
- de préparer les rapports périodiques requis sur l'exécution physique et financière des activités du projet.

### **Section 2 : De l'organisation et du fonctionnement**

**Article 15** : La Cellule de coordination est composée comme suit :

- un Chef de la Cellule de coordination ;
- un gestionnaire financier ;
- un spécialiste en passation de marchés ;
- un spécialiste en suivi-évaluation ;
- un spécialiste en sauvegarde environnementale et sociale ;
- le personnel d'appui comprenant un Comptable, un assistant de direction, deux chauffeurs et un planton.

**Article 16** : Le Coordinateur du projet est nommé par arrêté du ministre chargé de l'Urbanisme. L'arrêté de nomination du coordinateur fixe ses attributions.

Le Coordinateur du Projet a rang de Directeur national.

Les spécialistes sont nommés par décisions du ministre en charge de l'Habitat et de l'Urbanisme, ils ont rang de Directeur national adjoint.

Le recrutement du personnel d'appui affecté à la Cellule de coordination s'effectue par décision du Directeur des Ressources Humaines du secteur des Infrastructures.

**CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 17** : Les dépenses occasionnées par le fonctionnement du cadre institutionnel de pilotage du projet sont imputables au budget national.

**Article 18** : Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministre de l'Economie et des Finances, le ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, le ministre des Infrastructures et de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme,  
Mohamed Moustapha SIDIBE**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,  
ministre de l'Environnement, de l'Assainissement  
et du Développement durable par intérim,  
Sambou WAGUE**

**Le ministre du Plan et de  
l'Aménagement du Territoire,  
Adama Tiémoko DIARRA**

**Le ministre des Infrastructures  
et de l'Équipement,  
Madame TRAORE Seynabou DIOP**

-----  
**DECRET N°2018-0910/PM-RM DU 27 DECEMBRE  
2018 PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DE  
LA CELLULE D'APPUI A LA DECENTRALISATION  
ETA LA DECONCENTRATION DU MINISTERE DE  
L'INDUSTRIE, DES INVESTISSEMENTS ET DU  
COMMERCE**

**LE PREMIER MINISTRE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°09-328/PM-RM du 06 mai 2009 portant création de la Cellule d'Appui à la Décentralisation à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté n°09-2754/MIIC-SG du 1er octobre 2009 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Cellule d'Appui à la Décentralisation à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce,

**DECRETE :**

**Article 1er** : Monsieur **Tidiy TERERA**, N°Mle 459-14 V, Ingénieur de l'Agriculture et du Génie rural, est nommé **membre** de la Cellule d'Appui à la Décentralisation à la Déconcentration du Ministère de l'Industrie, des Investissements et du Commerce en qualité de **chargé de la Promotion de l'Industrie, des Investissements et du Commerce**.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 27 décembre 2018**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Développement industriel  
et de la Promotion des Investissements,  
Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre du Commerce  
et de la Concurrence,  
Alhassane AG HAMED MOUSSA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2018-0911/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT DESIGNATION DE PERSONNEL  
OFFICIER A LA COALITION ISLAMIQUE  
MILITAIRE DE LUTTE CONTRE LE  
TERRORISME**



**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des militaires ;

Vu le Décret n°2017-0576/P-RM du 18 juillet 2017 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les officiers dont les noms suivent sont désignés comme Délégués du Mali au Centre de la Coalition Islamique Militaire pour la Lutte Contre le Terrorisme (CIMLCI) à Riyad (Arabie Saoudite) :

N°	Prénoms	Nom	Grade	Observations
01	Ahmadou Aliou	TRAORE	Colonel	AA
02	Rhissa Ag Sidi	MOHAMED	Colonel	GNM
03	Jean Claude	COULIBALY	Colonel	AA
04	Korongo	BALLO	Lieutenant-colonel	AT

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0912/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU GRADE DE LIEUTENANT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°93-039 du 04 août 1993 portant création de la Direction centrale des Services de Santé des Armées ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°05-02/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées ;

Vu le Décret n°06-563/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction centrale des Services de Santé des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er :** A titre de régularisation, l'Aspirant **Baba Ibrahima DIARRA** de la Direction centrale des Services de Santé des Armées est nommé au grade de **Lieutenant** à compter du 1er octobre 2010.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2018-0884/P-RM du 06 décembre 2018 portant nomination au grade de **Lieutenant**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0913/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET N°2018-0883/P-RM DU 06 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION DE COMMANDANTS DE REGIONS MILITAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

---

Vu le Décret n°2018-0883/P-RM du 06 décembre 2018 portant nomination de Commandants de Régions militaires,

**DECRETE :**

**Article 1er :** L'article 1er du Décret n°2018-0883/P-RM du 06 décembre 2018 susvisé est rectifié ainsi qu'il suit :

**Lire :**

**Commandant de la Région militaire n°2 :**

- Colonel **Toumani KONE ;**

**Au lieu de :**

**Commandant de la Région militaire n°3 :**

- Colonel **Toumani KONE.**

Le reste sans changement.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0914/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Feu **Ismaïla DIALLO**, Architecte Urbaniste, est nommé au grade d'**Officier de l'Ordre national du Mali** à titre posthume.

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2018-0915/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE DE FONCTIONNAIRES DE LA POLICE NATIONALE DU CORPS DES COMMISSAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018 portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu le Compte rendu de la réunion de la Commission d'avancement en date du 27 novembre 2018,

**DECRETE :**

**Article 1er :** A compter du 1er janvier 2019, les fonctionnaires de Police du corps des Commissaires dont les noms suivent sont promus aux grades ci-après :

**Contrôleur général :**

N°	Prénoms	Nom	Ancienne situation			Nouvelle situation		
			Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Mahamadou	GUINDO	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
02	Mamoutou	DEMBELE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
03	Moussa B.	MARIKO	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
04	Alassane	TRAORE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
05	Siaka	SACKO	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
06	Siaka B.	SIDIBE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
07	Mamy	SYLLA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
08	Adama S	COULIBALY	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
09	Lamine	DEMBELE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
10	Abou	SIDIBE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
11	Célestine	DOUMBIA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
12	Mohamed Ali	AWAISSOUN	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
13	Morifing	DIARRA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
14	Boubacar	SIDIBE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
15	Jean Pierre	COULIBALY	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
16	Jean P Porna	DEMBELE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
17	Arouna	SAMAKIE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
18	El Hadji Youssouf	MAIGA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
19	Cheickna	MAGASSOUBA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
20	Salimata	DIARRA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
21	Joseph	DOUMBIA	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
22	Makan	COULIBALY	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
23	Moussoudou	ARBY	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
24	Klénon Ibrahima dit	SANOGO	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
25	Horoba Bertrand	DAKOUO	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914
26	Ahamadou O	SOUMARE	CD	3 <sup>ème</sup>	842	CG	1 <sup>er</sup>	914

**Commissaire Divisionnaire :**

N°	Prénoms	Nom	Ancienne situation			Nouvelle situation		
			Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Eliade	MOUNKORO	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
02	Hamidou	TRAORE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
03	Cheick	KEITA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
04	Djangnafla	DIALLO	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
05	Mody	TOUNKARA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
06	Yankhoumba AK	KEITA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
07	Amadou	DIAKITE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
08	Sidi	COULIBALY	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
09	Seydou	DIARRA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
10	Youssouf	KONE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
11	Issa Bill	TRAORE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
12	Daba C	BERTHE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
13	Sory	KEITA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
14	Soumana	TRAORE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
15	Modibo	KONATE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
16	Boubacar	SOW	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
17	Amadou	TOURE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
18	Ibrahima	TOGOLA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
19	Mohamed Ousmane	KEITA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
20	Issa	FOMBA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
21	Ismaila	TRAORE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
22	Mamadou O	DIAKITE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
23	Bassirou	BAMBA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
24	Moussa M	SYLLA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
25	Mohamed L	CISSE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
26	Souleymane B	DEMBELE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
27	Brahim	COULIBALY	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
28	Cheick El Kekir	OULD BOUH	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
29	Youssouf Oumar	DIALLO	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
30	Bakoun	KANTE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
31	Abdrahamane	THIAM	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
32	Bacari	COULIBALY	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
33	Lassana	CISSE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
34	Amadou I Balobo	MAIGA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
35	Kalipha A	SYLLA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
36	Ibrahima	DIAKITE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
37	Ousmane	SOW	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
38	Hervé	SANGARE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
39	Ousmane Ag	ASSADECK	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
40	Mamoutou	TOGOLA	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
41	Fatoumata Goundo	H Aidara	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
42	Boubacary	SIDIBE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
43	Boubacar Sidiki	FANE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
44	Abdoulaye	COULIBALY	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
45	Sory	DIAKITE	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761

46	<b>Bassirou</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
47	<b>Mamadou Kita</b>	<b>DIALLO</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
48	<b>Siriman Bah</b>	<b>TANGARA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
49	<b>Aly</b>	<b>DOUMBIA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
50	<b>Issiaka</b>	<b>TOUNKARA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
51	<b>Isidore</b>	<b>DEMBELE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
52	<b>Mahamadou Solo</b>	<b>DIAKITE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
53	<b>Joseph</b>	<b>DIAWARA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
54	<b>Bakary</b>	<b>SOGOBA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
55	<b>Moussa Dahara</b>	<b>COULIBALY</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
56	<b>Mory</b>	<b>KOUMARE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
57	<b>Kadiatou</b>	<b>TOUNKARA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
58	<b>Abdoulye A</b>	<b>OUMBANGA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
59	<b>Fatoumata I</b>	<b>COULIBALY</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
60	<b>Mamoudou</b>	<b>DIABATE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
61	<b>Amara</b>	<b>DOUMBIA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
62	<b>Moussa F.</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
63	<b>Ouassa</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
64	<b>Isaac</b>	<b>THERA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
65	<b>Ahmadou Ag</b>	<b>ELMEHDI</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
66	<b>Ibrahima Soma</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
67	<b>Sedié</b>	<b>TRAORE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
68	<b>Moussa</b>	<b>CISSE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
69	<b>Moro</b>	<b>DIARRA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
70	<b>Adama Seydou</b>	<b>TRAORE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
71	<b>Sory I.O.</b>	<b>SIDIBE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
72	<b>Modibo</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
73	<b>Abdoulaye</b>	<b>DJIRE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
74	<b>Tapa</b>	<b>DIALLO</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
75	<b>Fanta</b>	<b>KONE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
76	<b>Aminata</b>	<b>DIALLO</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
77	<b>Badji</b>	<b>COULIBALY</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
78	<b>Fatoumata</b>	<b>BOUGOUDO GO</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
79	<b>Yamoutou</b>	<b>KEITA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
80	<b>Oumou</b>	<b>DOUMBIA</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761
81	<b>Oumar</b>	<b>SAMAKE</b>	CP	3 <sup>ème</sup>	690	CD	1 <sup>er</sup>	761

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0916/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE DE FONCTIONNAIRES DE LA PROTECTION CIVILE DU CORPS DES ADMINISTRATEURS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-002 du 30 janvier 2015, modifiée, portant statut des fonctionnaires de la Protection civile ;

Vu le Décret n°2016-1001/P-RM du 30 décembre 2016 portant plan de carrière des fonctionnaires de la Protection civile ;

Vu le Compte rendu de la réunion de la Commission d'avancement en date du 19 novembre 2018,

**DECRETE :**

**Article 1er** : Les Administrateurs de la Protection civile dont les noms suivent bénéficient d'avancement de grade pour compter du 1er janvier 2019 :

**Colonel Sapeur-pompier :**

N°	Prénoms	Nom	Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Tiécoura	SAMAKE	98794 S	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	3	649	Colonel Sapeur-pompier	1	707
02	Dramane	DIALLO	98825 N	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	3	649	Colonel Sapeur-pompier	1	707
03	Djibril	TAMBOURA	98828 S	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	3	649	Colonel Sapeur-pompier	1	707
04	Méry	DIAKITE	98830 V	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	3	649	Colonel Sapeur-pompier	1	707

**Lieutenant-colonel Sapeur-pompier :**

N°	Prénoms	Nom	Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Adama D.	DIARRA	99051 T	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
02	Tioukiri	DAO	99037 C	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
03	Moussa	BAGAYOGO	98995 T	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
04	Hamidou N	DIARRA	99052 V	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
05	Diankinè F	TRAORE	98850 S	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
06	Mintou	BAGAYOKO	99035 A	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
07	Sidiki	TOGO	0135173 F	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
08	Jean Gabriel	COULIBALY	0135174 G	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
09	Lamine Mohamed	DIAKITE	0135175 H	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
10	Aïssata B	MAIGA	0135177 K	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
11	Kolado	MAIGA	0135179 M	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
12	Mohamed	BISSAN	0135178 L	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
13	Bakary	DAO	99031 W	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552
14	Oumou	SANOGO	0135180 N	Commandant Sapeur-pompier	3	500	Lieutenant-colonel Sapeur-pompier	1	552

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 28 décembre 2018

Le Président de la République,  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2018-0917/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT AVANCEMENT DE GRADE DE FONCTIONNAIRES DE LA POLICE NATIONALE DU CORPS DES OFFICIERS**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°2018-015/P-RM du 15 mars 2018 portant Statut des fonctionnaires de la Police nationale ;

Vu le Compte rendu de la réunion de la Commission d'avancement en date du 28 novembre 2018,

**DECRETE** :

**Article 1er** : A compter du 1er janvier 2019, les fonctionnaires de Police du corps des Officiers dont les noms suivent sont promus aux grades ci-après :

**Commandant-major** :

N°	Prénoms	Nom	Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Toube	KONE	00672	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
02	Daba	COULIBALY	00715	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
03	Ibrahima	MAIGA	00718	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
04	Somory	KEITA	00735	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
05	Seydou	DIAKITE	00727	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
06	Gaoussou	DIAKITE	00644	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650
07	Théophile	DENA	00705	Commandant	3 <sup>ème</sup>	612	Cdt-major	1 <sup>er</sup>	650

**Commandant** :

N°	Prénoms	Nom	Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	Nakoria	TRAORE	001077	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
02	Macky	SISSOKO	00758	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
03	Mané	KANTE	00848	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
04	Aminata	SISSOKO	00833	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
05	Sékou C	KAMISSOKO	00832	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
06	Modibo	YOSSI	00800	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
07	Mahamadou	DIOP	00802	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
08	Drissa	KAMATE	00858	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
09	Acherif Ag	AKRY	00772	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
10	Jacques	DIASSANA	00790	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
11	Abdoul Aziz	TRAORE	00814	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
12	Oumar	OUATTARA	00839	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
13	Hadeizata	TOURE	00811	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
14	Oumar	MAIGA	00767	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
15	Moussa A	COULIBALY	00781	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
16	Aboubacrine	KOUNTA	00868	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
17	Moussa T.	DIARRA	00856	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
18	Mahamadi Kanti	DEMBELE	00779	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566

19	Gaoussou	TANGARA	00805	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
20	Salimata	DIAKITE	00846	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
21	Badialla	SISSOKO	00860	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
22	Moussa	DOUMBIA	00768	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
23	Baboye	DIAGOURAGA	00780	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
24	Yacouba	SANGARE	00815	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
25	Boubacar B	KONE	00826	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
26	Mamadou S	DIAKITE	00785	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
27	Abdoulaye	DIARRA	00852	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
28	Fatoumata I	BAGAYOKO	00769	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
29	Attaher Ag	ELMEDI	00838	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
30	Oumar B	TRAORE	00835	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
31	Tahibou	LOMOKO	00810	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
32	Aboudalye	SINABA	00771	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
33	Moulaye Abdallah OC	H Aidara	00806	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
34	Moussa M	TAORE	00820	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
35	Karfoguo Mariam	OUATTARA	00776	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
36	Boubacar M	TRAORE	00803	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
37	Malick	KOUMARE	00855	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
38	Mamadou	KAMISSOKO	00836	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
39	Moussa	MACALOU	00762	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
40	Albert N	CISSOKO	00854	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
41	Idrissa Nicolas	KONE	00775	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
42	Hamdy Ag Sidi	AHMAD	00763	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
43	Sitan	SININTA	00825	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
44	Bandiougou	DIARRA	00842	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
45	Mariama S	MAIGA	00850	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
46	Fanta	DIAKITE	00865	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
47	Tiéblé	TRAORE	00844	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
48	Almamy	H Aidara	00824	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
49	Mohamed S	DOUMBIA	00830	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
50	Boubacar M	N'DOYE	00783	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
51	Cheick Salah	SANGARE	00847	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
52	Nouhoum	CISSE	00801	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
53	Wahabou	ZOROME	00761	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
54	Mady	CISSOKO	00789	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
55	Amalé	SININTA	00788	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
56	Diatourou	DOUGOUNE	00793	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
57	Salia A	SANOGO	00797	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
58	Issaka	FANE	00823	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
59	Kignon	DEMBELE	00831	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
60	Zoumana	CISSE	00837	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
61	Issiaka Ilo	SISSOKO	00809	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
62	Mohamed	Diarra	00840	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
63	Abdoulaye	SANGARE	00834	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
64	Marisé	DIAKITE	00812	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
65	Boubacar H	MAIGA	00766	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
66	Mariétou	DAO	00770	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
67	Moussa S	KONATE	00829	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
68	Siaka	TRAORE	00821	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
69	Sambou	TOUNKARA	00864	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
70	Mariam	KONE	00841	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566



71	<b>Ousmane</b>	<b>DIAMOUTENE</b>	00866	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
72	<b>Samuel</b>	<b>POUDIOUGOU</b>	00816	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
73	<b>Souleymane</b>	<b>NIAPOUGUI</b>	00819	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
74	<b>Boubacar L</b>	<b>TRAORE</b>	00786	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
75	<b>Paul Fodé</b>	<b>KAMISSOKO</b>	00827	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
76	<b>Souleymane</b>	<b>GUINDO</b>	00853	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
77	<b>Ousmane S</b>	<b>DIALLO</b>	00713	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
78	<b>Ramata</b>	<b>KAMISSOKO</b>	00796	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
79	<b>Paul M.</b>	<b>SIDIBE</b>	00818	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
80	<b>Youssouf K</b>	<b>TRAORE</b>	00799	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
81	<b>Ibrahim</b>	<b>KONATE</b>	00859	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
82	<b>Watenin B</b>	<b>CAMARA</b>	00849	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
83	<b>Fatoumata</b>	<b>SOGODOGO</b>	00963	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566
84	<b>Coumba</b>	<b>KEITA</b>	00817	Capitaine	3 <sup>ème</sup>	527	Commandant	1 <sup>er</sup>	566

**Capitaine :**

N°	Prénoms	Nom	Mle	Ancienne situation			Nouvelle situation		
				Grade	Ech.	Ind.	Grade	Ech.	Ind.
01	<b>Fatogoma G</b>	<b>SANOGO</b>	001082	Lieutenant	3 <sup>ème</sup>	444	Capitaine	1 <sup>er</sup>	482

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0918/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018  
PORTANT NOMINATION DE PERSONNEL  
OFFICIER A LA DIRECTION DES TRANSMISSIONS  
ET DES TELECOMMUNICATIONS DES ARMEES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°06-027/P-RM du 19 septembre 2006 portant création de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°06-561/P-RM du 29 décembre 2006 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées ;

Vu le Décret n°2017-0576/P-RM du 18 juillet 2017 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les Officiers dont les noms suivent sont nommés à la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées en qualité de :

**Inspecteur en Chef des Transmissions à l'Inspection de la Direction des Transmissions et des Télécommunications des Armées :**

- Colonel **Ousmane SACKO**

**Directeur des Transmissions de la Zone de Défense n°2 :**

- Commandant **Drissa DEMBELE ;**

**Directeur des Transmissions de la Zone de Défense n°5 :**

- Commandant **Boukassoum Alassane MAIGA.**

Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret abroge les dispositions des décrets ci-après :

- N°09-058/P-RM du 17 février 2009 portant nomination du Colonel **Mamadou KONATE** en qualité d'Inspecteur en Chef à l'Inspection des Transmissions et des Télécommunications de la Direction des Transmissions et des Télécommunications ;

- n°2016-0300/P-RM du 06 mai 2016 portant nomination du Lieutenant-colonel **Alou TRAORE**, en qualité de **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense n°2 et du Commandant **Tièblé DIABATE**, en qualité de **Directeur des Transmissions** de la Zone de Défense n°5.

---

**Article 3** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0919/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU GRADE DE LIEUTENANT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°05-02/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er** : Le Sous-lieutenant **Abdourhamane Idrissa MAIGA** de l'Armée de Terre est nommé au grade de **Lieutenant** à compter du 1er octobre 2018.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2018-0920/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018 PORTANT NOMINATION AU GRADE DE SOUS-LIEUTENANT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu la Loi n°04-052 du 23 novembre 2004 portant création de l'Etat-major général des Armées ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires ;

Vu le Décret n°05-02/P-RM du 07 janvier 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Etat-major général des Armées,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les Elèves Officiers d'Active dont les noms suivent sont nommés au grade de **Sous-lieutenant** à compter du 1er octobre 2018 :

N°	Prénoms	Nom	Grade	Observation
01	Sékou Bouganta	TRAORE	EOA	DGGN
02	Idrissa	KEITA	EOA	GNM
03	Djibril	YERNANGORE	EOA	AA
04	Balla Moussa	DIARRA	EOA	AA
05	Abdoulaye	MAIGA	EOA	AA
06	Issa	COULIBLAY	EOA	AA
07	Mahamadou	DIARRA	EOA	AA
08	Souleymane	GUINDO	EOA	AA
09	Bassirou	DIAKITE	EOA	AA
10	Alassane	DIARRA	EOA	AA
11	Christophe N'Tio	COULIBALY	EOA	AA
12	Mamadou	DACKO	EOA	AA
13	Ousmane Baba	COULIBALY	EOA	AA
14	Boureima	MAIGA	EOA	AA
15	Kalifa	DIARRA	EOA	AA

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2018-0921/P-RM DU 28 DECEMBRE  
 2018 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION  
 HONORIFIQUE A TITRE ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Donald KABERUKA**, Ancien Président de la Banque Africaine de Développement, est nommé au grade de **Commandeur de l'Ordre national du Mali** à titre étranger.

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N° 2018-0922/P-RM DU 28 DECEMBRE  
 2018 PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT  
 N°1 AU MARCHE N°0959/DGMP-DSP 2016  
 RELATIFS AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION  
 ET DE BITUMAGE DE LA ROUTE  
 ZANTIEBOUGOU-KOLONDIÉBA-FRONTIERE  
 COTE D'IVOIRE EN REPUBLIQUE DU MALI, LOT  
 N°1 : TRONÇON ZANTIEBOUGOU-BESSINA (75  
 KM)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et délégations de service public;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015, modifié, portant code des marchés publics et des délégations de service public;

Vu le Décret n°2016-1009/P-RM du 30 décembre 2016 portant approbation du marché relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°1 : Tronçon Zantiébougou-Bessina (75 km) ;

Vu le Décret n°2018 -0711/P- RM du 4 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 9 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est approuvé l'Avenant n°1 au marché n°0959/DGMP-DSP 2016 relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°1 : Tronçon Zantiébougou-Bessina (75 km) pour montant de Un milliard Quarante Cinq Millions Cent Quatre-Vingt-Huit Mille Vingt-Un (1.045.188.021) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution de quatre (04) mois, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Groupement d'Entreprises ETEP/EGK.

**Article 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Infrastructures et de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Infrastructures  
et de l'Equipement,  
Madame TRAORE Seynabou DIOP**

**DECRET N°2018-0923/P-RM DU 28 DECEMBRE 2018  
PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU  
MARCHE N°0960/DGMP-DSP 2016 RELATIF AUX  
TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE  
DE LA ROUTE ZANTIEBOUGOU-KOLONDIÉBA-  
FRONTIERE COTE D'IVOIRE EN REPUBLIQUE DU  
MALI, LOT N°2 : TRONÇON BESSINA-KADIANA-  
FRONTIERE COTE D'IVOIRE (64,217 KM)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et délégations de service public;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015, modifié, portant code des marchés publics et des délégations de service public;

Vu le Décret n°2016-1010/P-RM du 30 décembre 2016 portant approbation du marché relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°2 : Tronçon Bessina-Kadiana-Frontière Côte d'Ivoire (64,217 km) ;

Vu le Décret n°2018 -0711/P- RM du 4 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 9 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est approuvé l'Avenant n°1 au marché n°0960/DGMP-DSP 2016 relatif aux travaux de construction et de bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire en République du Mali, lot n°2 : Tronçon Bessina-Kadiana-Frontière Côte d'Ivoire (64,217 km) pour un montant de Huit Cent Trente-Huit Millions Cent Soixante-Onze Mille Quatre Cent Soixante-Dix-Neuf (838 171 479) francs CFA hors toutes taxes et un délai d'exécution de quatre (04) mois, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Groupement d'Entreprises ETEP/EGK.

**Article 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre des Infrastructures et de l'Equipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Infrastructures  
et de l'Equipeement,**  
**Madame TRAORE Seynabou DIOP**

-----

**DECRET N° 2018-0924/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT APPROBATION de L'AVENANT N°1  
AU MARCHE N°0609/DGMP-DSP 2011 RELATIF  
AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET DE  
BITUMAGE DE LA ROUTE MACINA-DIAFARABE-  
TENINKOU, LOT N°2 : SECTION MACINA-  
DIAFARABE (43,7 KM)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2014-256/PM-RM du 10 avril 2014  
déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de  
l'approbation des marchés et délégations de service public;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015,  
modifié, portant code des marchés publics et des  
délégations de service public;

Vu le Décret n°2018 -0711/P- RM du 4 septembre 2018  
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 9 Septembre 2018  
portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Est approuvé l'Avenant n°1 au marché  
n°0609/DGMP-DSP 2011 relatif aux travaux de  
construction et de bitumage de la route Macina-Diafarabé-  
Teninkou, lot n°2 : section Macina-Diafarabé (43,7 km)  
sans incidence financière et avec un délai supplémentaire  
de deux cent dix-sept (217), conclu entre le Gouvernement  
de la République du Mali et l'Entreprise CGGC.

**Article 2** : Le ministre de l'Economie et des Finances et le  
ministre des Infrastructures et de l'Equipeement sont  
chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du  
présent décret qui sera enregistré et publié au Journal  
officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Infrastructures  
et de l'Equipeement,**  
**Madame TRAORE Seynabou DIOP**

-----

**DECRET N°2018-0925/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET  
N°2018-0337/P-RM DU 04 AVRIL 2018 PORTANT  
NOMINATION DE CONSEILLERS AUX AFFAIRES  
ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES DES  
GOUVERNEURS DE REGION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0337/P-RM du 04 avril 2018 portant  
nomination de Conseillers aux Affaires administratives et  
juridiques des Gouverneurs de Région ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018  
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018  
portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : L'article 1er du Décret n°2018-0337/P-RM  
du 04 avril 2018, susvisé, est rectifié comme suit :

**Lire :**

**2. Région de Ségou :**

- Monsieur **Issa KONE**, N°Mle **763-70.P**,  
Administrateur civil ;

**Au lieu de :**

**2. Région de Ségou :**

- Monsieur **Issa KONE**, N°Mle **703-70.P**,  
Administrateur civil.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0926/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT ABROGATION DE DECRETS  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE  
JEUNESSE, DE L'EMPLOI ET DE LA  
CONSTRUCTION CITOYENNE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018  
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018  
portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Les dispositions des décrets ci-après sont  
abrogées :

- n°2014-0386/P-RM du 29 mai 2014 portant nomination  
de Monsieur **Mamadou TEMBELY**, Médecin, en qualité  
de **Chef de Cabinet** du ministre de l'Emploi et de la  
Formation professionnelle, Porte-parole du Gouvernement;

- n°2017-0518/P-RM du 12 juin 2017 portant nomination  
de Madame **NIARE Mariétou SYLLA**, Professeur de  
l'Enseignement secondaire, en qualité de **Chargé de  
mission** au Cabinet du ministre de l'Emploi et de la  
Formation professionnelle.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de la Jeunesse, de l'Emploi  
et de la Construction citoyenne,**  
**Amadou KOITA**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0927/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET  
N°2018-0832/P-RM DU 30 OCTOBRE 2018  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DU  
DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET DE LA  
PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0832/P-RM du 30 octobre 2018  
portant nomination au Ministère du Développement  
industriel et de la Promotion des Investissements ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018  
portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018  
portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : L'article 1er du Décret n°2018-0832/P-RM  
du 30 octobre 2018, susvisé, est rectifié comme suit :

**Lire** :

**Conseillers techniques** :

- Monsieur **Baba DIABY**, N°Mle 408-55.M, Ingénieur de  
l'Industrie et des Mines ;

- Monsieur **Oumar AG MOHAMEDOUN**, N°Mle 941-  
70.P, Professeur de l'Enseignement supérieur ;

**Au lieu de :**

**Conseillers techniques** :

- Monsieur **Baba DIABY**, N°Mle 405-55.M, Ingénieur de  
l'Industrie et des Mines ;

- Monsieur **Oumar AG MOHAMEDOUN**, N°Mle 914-  
70.P, Professeur de l'Enseignement supérieur.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Développement industriel  
et de la Promotion des Investissements,  
Moulave Ahmed BOUBACAR**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0928/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 PORTANT RECTIFICATIF AU DECRET  
N°2018-0679/P-RM DU 03 SEPTEMBRE 2018  
PORTANT NOMINATION DE DEUXIEMES  
ADJOINTS AUX PREFETS DE CERCLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2018-0697/P-RM du 03 septembre 2018 portant nomination de Deuxièmes adjoints aux Préfets de Cercle ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM du 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Est rectifié le Décret n°2018-0697/P-RM du 03 septembre 2018 portant nomination de Deuxièmes adjoints aux Préfets de Cercle est rectifié comme suit :

**Lire :**

**3. Deuxième adjoint au Préfet du Cercle de Almoustrat :**

- Monsieur **Mohamed OULD YAHIA**

**Au lieu de :**

**3. Deuxième adjoint au Préfet du Cercle de Almoustrat :**

Monsieur **Yehiya OULD MOHAMED**

**Le reste sans changement.**

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 28 décembre 2018**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,  
Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2018-0929/P-RM DU 28 DECEMBRE  
2018 FIXANT LE CADRE ORGANIQUE DE LA  
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU  
SECTEUR DE L'ADMINISTRATION GENERALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°92-020 du 23 septembre 1992, modifiée, portant Code du Travail en République du Mali ;

Vu la Loi n°02-053 du 16 décembre 2002, modifiée, portant Statut général des Fonctionnaires ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°09-009/P-RM du 4 mars 2009 portant création des Directions des Ressources humaines ;

Vu le Décret n°179/PG-RM du 23 juillet 1985 fixant les conditions et procédures d'élaboration et de gestion des cadres organique ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°09-136/P-RM du 27 mars 2009, modifié, fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement des Directions des Ressources humaines ;

Vu le Décret n°10-162/PM- RM du 23 mars 2010 portant répartition des Directions des Ressources Humaines entre les départements ministériels ;

Vu le Décret n°2011-051/P-RM du 10 février 2011 fixant les conditions d'emploi du personnel relevant du Code du Travail ;

Vu le Décret n°2018-0801/PM-RM 19 octobre 2018, portant répartition des services publics entre la Primature et les départements ministériels ;

Vu le Décret n°2018-0711/P-RM 04 septembre 2018 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2018-0712/P-RM du 09 septembre 2018 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le cadre organique de la Direction des Ressources humaines du Secteur de l'Administration générale est fixé comme suit :

STRUCTURES/ POSTES	CADRES/CORPS	CAT.	EFFECTIFS /ANNEES				
			I	II	III	IV	V
<b>DIRECTION</b>							
Directeur	Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur civil/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale/ Administrateur de l'Action sociale/ Professeur/ Planificateur/ Inspecteur des Services pénitentiaires et de l'Education surveillée	A	1	1	1	1	1
Directeur adjoint	Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur civil/ / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale/ Administrateur de l'Action sociale/ Professeur/ Planificateur/ Inspecteur des Services pénitentiaires et de l'Education surveillée	A	1	1	1	1	1
Billeteur	Contrôleur des Finances / Contrôleur du Trésor / Contrôleur des Impôts / Contrôleur des Services économiques	B2/B1	1	1	1	1	1
Comptable-Matières adjoint	Contrôleur des Finances / Contrôleur du Trésor / Contrôleur des Impôts / Contrôleur des Services économiques	B2/B1	1	1	1	1	1
<b>SECRETARIAT</b>							
Chef de secrétariat	Secrétaire d'administration / Attaché d'administration	B2/B1	1	1	1	1	1
Secrétaire	Secrétaire d'administration / Attaché d'administration /Adjoint Secrétariat/ Adjoint d'administration	B2/B1/ C	3	3	3	3	3
Chargé d'Accueil et d'Orientation	Secrétaire d'administration / Attaché d'administration /Technicien des Ressources humaines/ Adjoint Secrétariat/ Adjoint d'administration/	B2/B1/ C	2	2	2	2	2
Standardiste	Contractuel	D	2	2	2	2	2
Chauffeur	Contractuel	D	3	3	3	3	3
Chargé de Reprographie	Contractuel	D	2	2	2	2	2
Planton	Contractuel	E	1	1	1	1	1



<b>CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIQUE</b>							
Chef de Centre	Ingénieur informaticien/ Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur des Arts et de la Culture/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale	A	1	1	1	1	1
Chargé de la Documentation	Ingénieur informaticien/ Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil/ Administrateur des Arts et de la Culture / Technicien supérieur des Ressources humaines / Technicien de l'Informatique/ Technicien des Arts et de la Culture	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des Archives	Ingénieur informaticien/ Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil/ Administrateur des Arts et de la Culture / Technicien supérieur des Ressources humaines / Technicien de l'Informatique/ Technicien des Arts et de la Culture	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de l'Administration et de Réseaux	Ingénieur informaticien / Technicien de l'Informatique	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de Programmation informatique et de Base de Données	Ingénieur informaticien / Technicien de l'Informatique	A/B2	1	1	1	1	1
<b>DIVISION GESTION DES CARRIERES</b>							
Chef de Division	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale	A	1	1	1	1	1
<b>Section Gestion des Carrières</b>							
Chef de Section	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Professeur/ Technicien supérieur des Ressources humaines / Technicien des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale	A/B2	1	1	1	1	1

Chargé de la Gestion Administrative du Personnel	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2/B 1	3	3	4	4	4
Chargé de l'Evaluation et de la Motivation du Personnel	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2/B 1	3	3	4	4	4
<b>Section Dialogue social et Œuvres sociales</b>							
Chef de Section	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de la Sécurité sociale et des Œuvres Sociales	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2/B 1	1	1	1	1	1

Chargé de la Gestion des Conflits	Administrateur des Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2/B 1	1	1	2	2	2
<b>DIVISION REMUNERATION ET SYSTEME D'INFORMATION</b>							
Chef de Division	Administrateur civil/ Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale	A	1	1	1	1	1
<b>Section Rémunération</b>							
Chef de Section	Inspecteur des Finances / Inspecteur du Trésor / Administrateur civil / Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Contrôleur des Finances / Contrôleur du Trésor/Impôts/ Contrôleur des Services économiques / Technicien supérieur des Ressources humaines / Technicien informatique / Technicien Statistique / Technicien des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Attaché d'administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de Salaire	Inspecteur des Finances/du Trésor / Administrateur civil / Administrateur des Ressources humaines / Technicien supérieur des Ressources humaines/ Contrôleur des Finances / du Trésor / des Impôts / des Services Economiques / Technicien Informatique / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration / Adjoint des Finances / Adjoint d'administration	A/B2/B 1/C	4	4	4	4	4

Chargé Harmonisation Fichier Solde et Fichier Personnel	Ingénieur informaticien / Ingénieur Statistique / Inspecteur des Finances / Inspecteur des Impôts / Inspecteur du Trésor / Inspecteur des Services économiques / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Contrôleur des Finances / Contrôleur du Trésor / Contrôleur des Impôts / Technicien de l'Informatique / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration / Adjoint des Finances / Adjoint d'administration	A/B2/B 1/C	2	2	2	2	2
<b>Section Système d'Information</b>							
Chef de Section	Ingénieur informaticien / Ingénieur de la Statistique / Planificateur Administrateur Ressources humaines / Administrateur civil / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien de l'Informatique / Technicien de la Statistique / Technicien des Ressources humaines / Secrétaire d'administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de Collecte et Traitement des Données	Planificateur/Ingénieur de la Statistique/ Administrateur civil/Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien de l'informatique / Technicien de la Statistique / Planification / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration/ Adjoint d'administration	A/B2/B 1/C	2	2	2	2	2

Chargé des Statistiques	Ingénieur Statisticien/ Ingénieur de la Statistique/Planificateur/Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur civil / Technicien de la Statistique / Technicien de Travaux de Planification / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration/Adjoint d'administration	A/B2/B 1/C	1	1	1	1	1
<b>DIVISION FORMATION, EMPLOIS ET COMPETENCES</b>							
Chef de Division	Administrateur civil/Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale	A	1	1	1	1	1
<b>Section Formation, Perfectionnement, Recrutement</b>							
Chef de Section	Administrateur civil / Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Professeur / Secrétaire d'administration	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé de Formation et Perfectionnement	Administrateur civil / Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Professeur / Technicien supérieur des Ressources humaines/Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale	A/B2	2	2	2	2	2
Chargé des Concours et Recrutement	Administrateur civil/Administrateur des Ressources humaines/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Professeur / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale	A/B2	2	2	2	2	2

Section Cadres organiques et Gestion prévisionnelle							
Chef de Section	Administrateur civil/Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du travail et de la Sécurité sociale	A/B2	1	1	1	1	1
Chargé des Cadres organiques	Administrateur civil/ Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale /Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Technicien Ressources humaines / Contrôleur du travail et de la Sécurité sociale / Attaché d'administration / Technicien des Ressources humaines	A/B2/ B1	1	1	1	1	1
Chargé de la Gestion des Emplois et Compétences	Administrateur civil/ Administrateur des Ressources humaines / Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale /Administrateur de l'Action sociale / Technicien supérieur des Ressources humaines / Secrétaire d'administration / Contrôleur du travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Ressources humaines / Attaché d'administration	A/B2/ B1	1	1	1	1	1
Chargé de Conservation et de la mise à jour des Dossiers individuels	Administrateur civil/ Administrateur des Ressources humaines/Administrateur des Arts et de la Culture/ Administrateur du Travail et de la Sécurité sociale / Administrateur Action sociale / Secrétaire d'administration / Technicien supérieur des Ressources humaines / Contrôleur du Travail et de la Sécurité sociale / Technicien des Arts et de la Culture /Attaché d'administration / Adjoint d'administration	A/B2/ B1/C	1	1	2	2	2
<b>TOTAL</b>			<b>56</b>	<b>56</b>	<b>60</b>	<b>60</b>	<b>60</b>

**Article 2** : le présent décret abroge le Décret n°10-204/P-GRM du 13 avril 2010 déterminant le cadre organique de la Direction des Ressources humaines du Secteur de l'Administration générale.

**Article 3** : Le ministre du Travail et de la Fonction publique chargé des Relations avec les Institutions, le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation et le ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 28 décembre 2018

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Soumeylou Boubèye MAIGA**

**Le ministre du Travail et de la Fonction publique,**  
**chargé des Relations avec les Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Administration territoriale**  
**et de la Décentralisation,**  
**Mohamed AG ERLAF**

**Le ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**ANNONCES ET COMMUNICATIONS**

Suivant récépissé n°0963/MATS-DNAT en date du 16 décembre 1996, il a été créé une association dénommée : « Appui à la Promotion des Aides Familiales », (APAF) MUSO DANBE

**But :** Contribuer au plein emploi des jeunes filles rurales et urbaines en quête d'emploi et employées dans les ménages, etc.

**Siège Social :** Bamako (Rue MAGE PORTE 344)

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Présidente :** Mme SIBY Ginette BELGRADE

**Secrétaire générale:** Mme DEMBELE Jacqueline GOITA

**Secrétaire promotion de la femme et de l'enfant :** Aiché DIARRA

**Secrétaire à l'organisation :** Mme LY Aminata Rama TRAORE

**Secrétaire relations extérieures :** Nafanga Honoré DEMBELE

**Trésorière générale :** Mme BERTHE Aissata BENGALY

**Trésorière générale adjointe :** Edmon DEMBELE

-----

Suivant récépissé n°0195/MATCL-DNI en date du 11 septembre 2009 il a été créé une fondation dénommée : «Fondation Passerelle»

**But :** Agir pour le développement au Mali et en Afrique des métiers de l'art et de la culture, ainsi que l'industrie qui en découle, etc.

**Siège Social :** Bamako, Magnambougou, Concessions rurales- Concession 135 NT.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Présidente :** Rokia TRAORE

**Secrétaire général :** Boubacar BOCOUM

**2ème Secrétaire général :** Mbaye Boubacar DIARRA

**Trésorière :** Fatoumata Oumar TRAORE

**Secrétaire à l'organisation :** Astan Dite Yoobo KONE

**Secrétaire à la communication :** Ali DAOU

**Commissaire aux comptes :** Thomas WEILL

Suivant récépissé n°175/CKTI en date du 08 mai 2012, il a été créé une association dénommée : «Association des Anciens Combattants Résidant à Banankoro», en abrégé «AACB»

**But :** Regroupement des membres de l'association pour une meilleure cohabitation et l'édification d'un climat de solidarité et d'entraide devant les problèmes de société ; créer un courant de fraternité agissante, etc.

**Siège Social :** Banankoro.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président actif :** Karim KONATE

**Vice-président :** Nobala SANGARE

**Trésorier général :** Nacko Jacques KAMATE

**Trésorier adjoint :** Dounou NIAMBELE

**Secrétaires à l'organisation, à l'information, à la presse et aux relations extérieures :**

- Sidy CISSE
- Dramane FOMBA
- Bissy KONE

**Secrétaires généraux :**

- Kalfa DEMBELE
- Salla DIALLO

**Commissaire aux comptes :** Emmanuel SANOGO

**Secrétaires aux conflits :**

- Diemba TOGOLA
- Kalifa DOUMBIA
- Moussa SAMAKE

-----

Suivant récépissé n°0311/G-DB en date du 26 avril 2018, il a été créé une association dénommée : «Communauté Sunnite du Mali», abrégé (C.S.M).

**But :** Rassembler les associations islamiques et les oulémas de tendance Sunnite sur toute l'étendue du Mali, etc.

**Siège Social :** Missira à la mosquée de l'Institut Islamique, rue 21 porte 723

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Coordinateur général (président) :** Mahmoud DICKO

**Premier vice président :** Abdoul Aziz YATTABARA

**Deuxième vice président** : Mahamadou DIARRA

**Trésorier vice président** : Mahamadou TRAORE

**Quatrième vice président** : Mamadou DIAMOUTANI

**Secrétaire administratif** : Seydou CAMARA

**Secrétaire administratif adjoint** : Ibrahim DIABY

-----

**Suivant récépissé n°0662/G-DB** en date du 02 octobre 2018, il a été créé une association dénommée : «Atelier Badialan 1», abrégé (A.B1).

**But** : Promouvoir la solidarité et l'entraide entre ses membres, etc.

**Siège Social** : Badialan 1, rue 462 porte 340.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Modibo SOSSOKO

**Secrétaire général** : Mamby TRAORE

**Secrétaire administratif** : Noumouke CAMARA

**Trésorier** : Siaka TOGORA

**Secrétaire au développement** : Klemegha Toussaint DEMBELE

**Secrétaire au développement adjoint** : Diakaridia TRAORE

**Secrétaire à l'organisation** : Alpha Maki DIARRA

**Secrétaire à l'organisation adjointe** : Daouda COULIBALY

**Secrétaire aux conflits** : Maimouna DIARRA

**Secrétaire aux conflits adjoint** : Hamidou KOUMARE

**Secrétaire à l'éducation et à la formation** : Idrissa I MAIGA

**Secrétaire à l'éducation et à la formation adjoint** : Massira TOURE

**Secrétaire aux sports et à la culture** : Inna TRAORE

**Secrétaire aux sports et à la culture adjoint** : Moussa TRAORE

**Secrétaire à l'information et communication** : Honorine DIAMA

**Secrétaire à l'information et communication** : Ibrahima KONATE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Amadou SANOGO

**Commissaire aux comptes** : Abdoul Kader Dit Baoullé KEITA

-----

**Suivant récépissé n°0038/MATD-DGAT** en date du 15 novembre 2018, il a été créé une association dénommée : «Association Actions et Solidarités », en abrégé (A.A.S).

**But** : Contribuer à l'amélioration des conditions de vie quotidienne des populations rurales et toutes autres personnes défavorisées dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, de la sensibilisation par leur accessibilité aux services sociaux de base, etc.

**Siège Social** : 88 Avenue Maréchal FOCH, 78130 Mureaux France, à exercer ses activités au Mali Lafiabougou, Rue : 336, Porte : 59

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Présidente exécutif** : Cheick Oumar DOUMBIA

**Coordinateur** : Kalifa COULIBALY

**Secrétaire administrative** : Fatoumata Founè TRAORE

**Secrétaire général adjointe** : Bougou COULIBALY

**Secrétaire à l'information** : Fatoumata DOUMBIA